HAL
open science

En guise d'introduction Bilan réflexif et prospectif à partir des publications de l'ADAL : concepts, notions et catégories pour l'analyse du discours politique, p. 15-35 dans Hernandez Bayter, Camila Moreira Cesar et Ailin Nacucchio, dirs : Discours politiques et médiatiques en Amérique latine

Sophie Moirand, Henri Hernandez Bayter, Camila Moreira Cesar, Ailin Nacucchio

To cite this version:

Sophie Moirand, Henri Hernandez Bayter, Camila Moreira Cesar, Ailin Nacucchio. En guise d'introduction Bilan réflexif et prospectif à partir des publications de l'ADAL : concepts, notions et catégories pour l'analyse du discours politique, p. 15-35 dans Hernandez Bayter, Camila Moreira Cesar et Ailin Nacucchio, dirs : Discours politiques et médiatiques en Amérique latine : Retour(s) sur les deux premières décennies du XXIe siècle. L'Harmattan. Discours politiques et médiatiques en Amérique latine, 2021, Recherches Amériques latines, 978-2-343-24817-2. hal-04004857

HAL Id: hal-04004857

https://univ-sorbonne-nouvelle.hal.science/hal-04004857

Submitted on 25 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Sophie Moirand
Université Sorbonne nouvelle
Équipe Clesthia, Axe sens et discours
Projet Publication, Presses du Septentrion, Colloque ADAL Lille 2019
version provisoire

Bilan réflexif et prospectif à partir des publications de l'ADAL : concepts, notions et catégories pour l'analyse du discours politique

Je suis partie d'une première publication, celle du colloque organisé à l'IHEAL[1] sur « Filiation, polyphonie et théâtralité en Amérique latine »[2] (dont les communications ont été diffusées sur le site de l'ADAL, et certaines dans la revue *Mots* n° 93, 2010 : *Figures et filiation dans le discours politique latino-américain*), parce qu'on y trouve actée l'existence de l'ADAL (p. 7, note 3), et qu'on rencontre là des thèmes et des notions largement repris dans les colloques et journées d'études organisés par l'Association depuis dix ans.

Ce numéro était marqué par la montée au pouvoir de présidents « de gauche » en Amérique latine, présidents qui s'inscrivaient dans les dires de « *figures politiques tutélaires* » : c'est le cas de Chávez citant Bolívar au Venezuela, mais avant lui Castro citant Martí, qui n'était pas marxiste, mais qui renaît en héros fondateur d'un éthos révolutionnaire, que Castro réinsère dans « l'imaginaire politique ». C'est donc tout naturellement que les premiers colloques internationaux organisés par l'ADAL portent sur les « Représentations et imaginaires dans les discours politiques en Amérique latine » et sur « Les leaders et les leaderships présidentiels » (voir *infra*).

Depuis dix ans, dans les travaux de l'ADAL, des concepts et des notions sont ainsi convoqués, et « re-travaillés » par les auteurs à des fins d'analyse des discours politiques et institutionnels, participant ainsi à une meilleure compréhension de l'histoire politique des pays latino-américains. On y trouve des analyses minutieuses, certaines « outillées »[3], de mots du discours et de leurs cotextes et contextes, proches des travaux actuels d'une sémantique de discours pratiquée en sciences du langage (Moirand 2019a), mais on resterait aux frontières du discours politique si on ne croisait pas ces résultats aux concepts englobants venus de la philosophie ou de la sociologie politiques, et bien sûr à l'Histoire. La visée, à la fois rétrospective et prospective, des travaux de l'ADAL permet de s'interroger aujourd'hui sur le fonctionnement et le devenir des démocraties représentatives, voire des démocraties « participatives » en Amérique latine, ainsi que sur les formes nouvelles de surgissement de certains acteurs dans la scène politique.

C'est donc un voyage à travers les notions rencontrées dans les colloques de l'ADAL[4] depuis dix ans que l'on propose dans une première partie, qui se prolonge en deuxième partie

---

[1] Institut des Hautes Études d'Amérique Latine, Université Sorbonne nouvelle, Paris.
[2] Ce colloque avait été organisé par la Société d'étude des langages politiques, Université Paris Est Marne la Vallée.
[3] Pour une synthèse méthodologique sur l'utilisation de logiciels d'analyse du discours, voir Émilie Née dir., 2009.
[4] M'attachant ici aux concepts et notions principales rencontrés lors des colloques successifs de l'ADAL, je ne cite pas au fil du texte l'intégralité des publications ni les noms des différent.e.s auteur.e.s des ouvrages collectifs publiés, qu'on peut trouver sur le site de l'ADAL : www.adalassociation.org

par une réflexion sur l'occupation désormais des espaces politiques et médiatiques par de nouveaux acteurs, jusque-là « peu visibles »[5] et leurs conséquences pour l'étude des discours de/sur l'Amérique latine, y compris à des fins de comparaison avec les discours politiques et l'histoire d'autres régions du monde.

PROMENADES HISTORIQUES ET PERSONNELLES DANS LES COLLOQUES DE L'ADAL

Mes premiers contacts avec l'Amérique latine remontent à mes années d'assistante à l'université de Vincennes de 1970 à 1975. D'abord, lorsque je suis allée à titre professionnel à Caracas en 1970, puis à Mexico en 1972 et 1975. Mais également lors d'une enquête réalisée par une collègue d'espagnol, Louise Dabène, sur les représentations de l'espagnol auprès des élèves de collège qui l'avait choisi comme première ou deuxième langue étrangère au collège : les plus jeunes la choisissaient, parce qu'ils étaient allés en vacances en Espagne et/ou que leurs parents étaient d'origine espagnole, alors que les jeunes adolescent.e.s choisissaient l'espagnol en deuxième langue en raison des images qu'on avait de l'Amérique latine : pour les uns la musique, la danse et/ou le football, pour d'autres des images de « la révolution » (et parfois les deux…). Castro, Che Guevara étaient des « figures » fortes, d'autant mieux partagées que des réfugié.e.s latino-américain.e.s arrivaient alors en France.

Dans la Revue *Mots Les langages du politique* n° 93, 2010

Ce numéro sur « Figures et filiations dans le discours politique américain » porte sur les représentations que l'on a de certains leaders d'Amérique latine, avant Chávez, Lula, Morales, etc., qui ont marqué « le passage à gauche » de pays latino-américains autour des années 2000. Ce que l'on découvre ici, c'est l'importance accordée aux « figures » du passé dans le discours des leaders du temps présent : Bolívar pour Chávez, Martí pour Castro, Sandino pour les mouvements sandinistes… Ainsi la notion de figure se décline à travers les co-occurrents qui l'accompagnent, comme le montre la préface : *figures archaïques, figures du héros, figures tutélaires, figures énonciatives*… ; et les auteurs convoqués analysent l'usage que les nouveaux leaders font des discours tenus par ces figures du passé, qu'ils réinterprètent au fil de leurs allocutions.

Castro participe ainsi à « l'héroïsation » de José Martí, mort à 42 ans dans la bataille de Dos Rios en 1895, trois mois avant le débarquement qui déclencha le mouvement insurrectionnel de Cuba. Si Martí se désignait lui-même comme « l'étoile » ou « l'apôtre » dans ses écrits – 15 tomes publiés entre 1901 et 1919 – marqués par un vocabulaire religieux, c'est cependant à travers lui que Castro se fabrique sa crédibilité : Martí chante la paix mais exalte la guerre si elle est nécessaire ; il fait l'apologie de la culture et de l'éducation, ce que retient également Castro. Car Castro a fait de Martí une figure « nationale », « un héros qui non seulement porte *l'ethos* révolutionnaire, mais aussi l'histoire cubaine » ; il l'inscrit « dans un imaginaire politique » qui donne un sens à l'histoire du temps présent. Mais à partir de 1959, les formes d'emprunts – citations, formes d'intertextualité montrée – font place à des références allusives : la mention du nom propre sert désormais à re-construire une histoire de Cuba, et Martí devient alors une *figure pré-marxiste*. Enfin, dans les tous derniers discours de Castro, qui s'est rapproché de Chávez, « Martí a cessé d'être martyr, marxiste… » : « il est devenu "bolivarien" » (p. 24).

[5] La visibilité, notion présente dans la philosophie de Merleau-Ponty, est actuellement l'objet de certaines recherches impulsées par les travaux d'Olivier Voirol – voir *infra*, deuxième partie.

Deux textes analysent les discours de Chávez, dans lesquels on assiste à une forte mobilisation de l'Histoire, à travers de nombreuses références à la pensée de Simon Bolivar. Devenu une « figure » inévitable, celle-ci s'actualise dans des « *mots construits* » à partir de son patronyme, mots qui contribuent à la construction d'un Bolivar « de gauche », également revendiquée par les guérillas andines (Colombie et Venezuela).

Une étude à la fois quantitative et qualitative s'interroge sur « le discours chavézien », considéré comme celui d'« un tribun populiste » : langage familier, accessible, interactionnel, avec des « ruptures stylistiques, des références, des interpellations du public », « des formes » qu'on peut décrire avec une méthodologie « outillée », qui utilise des logiciels de lexicométrie. Il se diffuse ainsi « un lexique propre au gouvernement, rappelant les valeurs de Simón Bolívar ». Car Chávez multiplie les références à l'Histoire, tout en proposant une émission de radio qui lui permet de dialoguer avec ceux qui l'appellent, inaugurant ainsi une forme de démocratisation participative.

La circulation de l'adjectif dérivé *bolivariano* et le sens qu'il prend au fil des discours prononcés par Chávez sont également étudiés. Si on est assez proche ici de la lexicologie sociopolitique pensée par Jean Dubois et son équipe (Dubois 1969, Marcellesi, Guespin dans Kerbrat-Orecchioni et Mouillaud éd.1984), le texte analyse l'usage particulier qui est fait ici de *la dérivation* car « Hugo Chavez qualifie de "bolivarien" tout ce qui a trait à son projet politique » :

> constitution bolivariana, universidad bolivariana de Venezuela, alternativa bolivariana par los pueblos de Nueva America, un abrazo bolivariano, nosotros bolivarianos

Deux types d'emploi de l'adjectif dérivé dans la presse venezuelienne lors de la tentative du coup d'État contre Chavez (12-15 avril 2002) sont alors étudiés :

– ceux qui, par un procédé de mise à distance énonciative, éliminent l'adjectif *bolivariano*
– ceux qui considèrent comme équivalents *bolivariano* et *chavista*.

Ainsi le sens des mots – et parfois celui des affixes – dépend à la fois du contexte politique et des cotextes discursifs dans lesquels ils surgissent au fil du discours, prenant ainsi des valeurs axiologiques positives ou négatives (Moirand 2019b).

De ce numéro de la revue *Mots*, on retiendra deux principales approches du discours politique :

– l'une davantage tournée vers l'étude et l'usage des mots en contexte tente de décrire les formes du discours et d'étudier les références au passé, comme une étape nécessaire à une réflexion politique sur les discours des leaders politiques contemporains ;

– l'autre issue de la philosophie et de la sociologie politiques s'interroge sur les filiations, ainsi que sur *l'imaginaire* politique et *l'ethos* des leaders (*ethos national, ethos révolutionnaire, ethos collectif*), qui sont autant de clés pour la compréhension du présent.

La publication des Journées d'études, Paris 2010 : Imaginaires et représentations.

Si les concepts d'imaginaire et de représentation sont fortement présents dans les travaux sur le discours politique, il est important de les re-travailler dans les discours latino-américains, à l'heure de « *la consolidation de la démocratie d'une bonne partie des pays de la région* » et de « *l'accès au pouvoir de gouvernements de gauche* » depuis l'année 2000, disent les coordinatrices de la publication[6], dans l'Avant-propos (p. 1) :

[6] Donot Morgan et Ribeiro Michele Pordeus dirs (2012) : *Discours politiques en Amérique latine. Représentations et imaginaires.* Paris, L'Harmattan. Traduction en espagnol : *Discursos políticos en América latina. Representaciones e imaginarios*. Homo Sapiens ediciones, Coleccion Politeia, Rosario, Argentina, 2015.

> « Qu'apporte l'étude de ces deux concepts à la compréhension des sociétés latino-américaines, et, dans une perspective comparatiste, à une meilleure connaissance […] des sociétés européennes et […] d'autres régions du monde ? »

Le projet partait d'une réflexion de Bernard Manin (1991), à savoir que le passage d'une démocratie des partis à une démocratie des publics provoquerait un changement dans les représentations, entraînant ainsi les dirigeants politiques à occuper une place centrale au détriment de celle des partis. Ce serait alors l'opinion publique qui jouerait un rôle majeur dans le choix des hommes politiques, et les leaders politiques chercheraient à justifier discursivement leur légitimité, au travers des « représentations » et des « imaginaires » évoqués dans leurs déclarations publiques.

Ainsi, l'analyse des discours tenus par des leaders, femmes et hommes politiques, permet de mettre au jour les stratégies qu'ils déploient lors des campagnes électorales et/ou au cours des présidences qu'ils assument.

En Argentine, Carlos Menem recherche « une communion fusionnelle avec le peuple » à travers « une mobilisation des sentiments » qui vise à emporter l'adhésion, en s'appuyant sur des « représentations collectives » partagées. C'est ce que montre ici une analyse de l'argumentation développée dans les six discours qu'il prononce devant le Congrès de la Nation Argentine lors de sa première présidence, analyse qui s'appuie sur la notion d'*ethos,* et en particulier sur les *ethè d'identification,* à travers « la mobilisation d'un passé commun », « la récupération d'une tradition péroniste » et « l'exaltation du sentiment national ».

Mais *la polémique* est également une caractéristique du discours politique, en particulier lorsqu'il s'agit de « disqualifier l'adversaire », ce que montre l'analyse des discours de deux présidents du Chili, Ricardo Lagos (2000-2005) et Michelle Bachelet (2005-2009), discours tenus en campagne électorale et durant l'exercice du pouvoir : la polémique s'appuie sur l'usage particulier d'un « intertexte », le discours du concurrent, dont on remet en cause les projets et les actions passés, afin de mieux faire passer « une image de soi », appropriée à celle d'un.e futur.e Président.e.[7]

Une autre façon de s'interroger sur les représentations et les imaginaires dans les discours des leaders politiques, c'est d'étudier la place faite au(x) peuple(s) et au(x) populisme(s) dans les discours des leaders.

Une entrée par les occurrences du mot « *pueblo* » dans les discours d'Hugo Chávez et d'Evo Morales de la première décennie 2000 (261 pour le premier, 151 pour le second) fait l'objet d'une analyse de statistique textuelle : celle-ci permet de dégager les réseaux thématiques que génèrent les mots « peuple » et « populisme », à une époque caractérisée par « un retour du populisme » en Amérique latine. Comparant ces discours à ceux de leaders antérieurs (Guevara, Castro, Allende…), la représentation du « peuple » étant une des stratégies centrales du discours politique, ce qui devient significatif ici, ce sont « les mots associés » à « peuple »[8] : si *yo* et *nosotros* sont marqués par la personnalisation du pouvoir, ce sont « le peuple-nation », « le peuple-souverain », etc., qui entérinent la participation populaire et la place nouvelle qu'on lui donne : « démocratie participative à Caracas », « autoreprésentation de la société plébéienne à La Paz ».

C'est justement ce qui est montré, références théoriques à l'appui, dans un texte qui s'interroge sur l'« imaginaire plébeien » et les « changements dans la représentation du

[7] Il n'est pas fait mention ici de la différence de genre dans la construction de l'éthos d'un.e président.e (voir *infra* à propos de la notion d'identité).
[8] Sur les différentes conceptions du « peuple », voir le recueil collectif : Badiou A. *et al.,* 2013.

politique » depuis 1990-2000, lorsque se multiplient des « actions directes spontanées » (p. 86) : émeutes de la faim au Venezuela, grève prolongée des étudiants chiliens, grandes marches autochtones en Équateur, rébellions populaires en Argentine, guerres de l'eau et du gaz en Bolivie, insurrection zapatiste au Mexique, etc. Ce qui, conclut l'auteur, montre que « la période contemporaine se caractérise par une nouvelle forme de subjectivation politique (Rancière, 1995), fondée sur une expérience plébéienne (Breaugh, 2007*)* »[9]. Un nouvel imaginaire surgit derrière ces soulèvements populaires, qui n'ont souvent pas de programmes ni de demandes précises, qui ne correspondent pas aux revendications encadrées des syndicats ou des partis, et qu'on étudie en comparant les « discours politiques institués » et les « récits de vie » des acteurs. Or cet « imaginaire plébeien » remet en cause la démocratie de marché (et ses tentatives de réductions des inégalités en se penchant sur « les plus pauvres »), pour mieux valoriser la capacité des exclus de la scène politique « d'y faire irruption à tout moment »[10] (voir 2e partie).

Empruntant à un courant récent de l'analyse du discours française, plusieurs textes s'interrogent sur « l'acte de nommer » les événements, à l'origine d'une représentation de « la réalité » que les femmes ou les hommes politiques veulent montrer ou changer, ce que reprennent les discours des médias qui la rapportent et la commentent. Ainsi, un texte à deux voix met au jour la différence de traitement médiatique entre un événement ponctuel tel qu'il est raconté et représenté dans la presse écrite au Venezuela (« le coup d'État » d'avril 2002, qui poussa le Président Chávez à « démissionner » – provisoirement) et un événement qui s'inscrit dans la durée, comme le conflit armé en Colombie, au travers de « moments discursifs » ponctuels mais fréquents, montrés et commentés dans les journaux télévisés.

Cela pose la question des *temporalités* du journalisme (voir *infra* le colloque de Strasbourg 2017), alors qu'on s'interroge également sur *l'espace* et la construction d'un « *espace transactionnel imaginaire* » : « La Triple frontière ». Dans la période post-11 septembre 2001, cet espace partagé entre l'Argentine, le Brésil et le Paraguay devient un lieu de conflit entre les discours états-uniens et les discours alternatifs des pays latino-américains : la représentation discursive construite dans les médias par les premiers l'assimile à « une terre sans loi » et « un centre de financement de mouvements terroristes islamistes », ce que contestent les mouvements alternatifs sud-américains, qui voient dans cette construction

[9] « Comme la plèbe romaine faisant sécession de l'ordre praticien en se retirant sur le mon Aventin en 1994 avant notre ère, les laissés-pour-compte de l'Amérique latine ont développé une inexorable capacité à interrompre le cours normal de la reproduction du social, non pas en *se retirant* mais en surgissant dans l'espace public, en exhibant cela même qu'on ne voulait pas voir » (p. 86).

[10] On retrouve derrière l'argumentaire de ce texte les idées développées par Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, ainsi que des références à des travaux d'origine française : Foucault, Maingueneau, Todorov.

imaginaire « une couverture pour légitimer une présence étatsunienne, qui vise à prendre le contrôle des ressources naturelles ».

Dans les discours institutionnels, l'imaginaire s'actualise sous diverses formes de représentations. Il en est ainsi du discours sur l'École et l'Éducation sous le régime de Chavez au Venezuela : publication du *Programme national bolivarien* en 2007, présence d'autres figures tutélaires dans les documents qui le composent, comme celle de « Simon Rodriguez, éducateur et mentor du jeune Bolivar », etc.

Mais le rôle des États dans la distribution de l'eau devient également un enjeu des gouvernements révolutionnaires, qui arrivent au pouvoir après une période néolibérale imposant l'intervention des marchés et d'un secteur privé transnational : le Mouvement vers le socialisme en Bolivie, le Mouvement bolivarien au Venezuela « ont cherché à développer des initiatives publiques », qui rappellent « le projet politique » de Cuba.

Les discours officiels diffusent alors de nouvelles représentations de l'eau : « "liquide vital" qui renvoie […] aux conditions des citoyens et du peuple » ; « "nécessité de base", "santé et qualité de vie", " bien-être", "bonheur" », autant de « finalités de l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement ». L'eau devient alors un « droit humain », un « bien public » et il revient à « "l'État", au "gouvernement", à la politique "révolutionnaire" de prendre en charge la satisfaction de ce droit » (p. 221). Une différence surgit cependant entre Cuba et les autres gouvernements « révolutionnaires » : la participation des communautés locales (le peuple, le pouvoir populaire, « les gens »), qui est « conçue comme un vecteur de transformation des prestataires traditionnels des services de l'eau ».

Plusieurs contributions analysent les discours des médias, vecteurs de diffusion des discours politiques et en particulier de la presse écrite et de la télévision[11]. Car si *Globo* constitue encore « le plus important conglomérat » médiatique au Brésil, cette omniprésence d'une entreprise familiale, fondée en 1925, ne semble plus correspondre à la pluralité des discours politiques qui s'affrontent aujourd'hui.

La reprise par les médias d'une nomination apparue dans un discours officiel peut donner lieu à une transformation des représentations qu'elle véhicule, voire un autre usage de la nomination, tel par exemple le mot « *femicidio* » que le gouvernement de Michelle Bachelet au Chili a contribué à diffuser pour désigner les cas de femmes tuées par leurs maris, leur ex-maris ou compagnons (*les femicidios intimos*). Reprise par la presse chilienne de janvier à avril 2010, qui l'assimile à un « crime passionnel », cette nomination perd ainsi une part de la dimension sociale et politique qu'elle portait.

Parmi les médias, la télévision reste encore pour certaines populations « le seul moyen d'accès » au monde politique (p. 14, avant-propos) et un puissant moyen de diffusion, de construction et de reconstruction des représentations et des imaginaires du discours politique. Ainsi, au Venezuela, en 2004, sous l'ère Chavez, une *telenovela,* issue d'un imaginaire né au 19e siècle est mise au service de la cause chaviste : une *telenovela* re-contextualisée, pourrait-on dire, qui « réactive les valeurs fondatrices du discours politique » du Président (p. 104) et la filiation dans lesquelles elles s'inscrivent « en s'appuyant sur des références […] à la culture populaire et à la religion » du 19e siècle (p. 107).

À la base de nombreux travaux sur les discours politiques, « la comparaison » est quasi absente des dictionnaires d'analyse du discours ou de sciences humaines, de même que les

[11] Les analyses des réseaux sociaux surgiront dans les colloques ultérieurs de l'ADAL : Strasbourg 2017 et Lille 2019.

questions de méthode, qui se posent dès qu'on compare les discours d'hommes ou de femmes politiques, les situations et les contextes dans lesquels les discours sont écrits et/ou prononcés, les mémoires collectives et les imaginaires qu'elles convoquent… La comparaison, qui apparaît comme « une évidence » du discours scientifique, pourrait être davantage « discutée » en sciences humaines. Cependant deux articles traitent ici de la comparaison entre deux langues et/ou deux cultures, et/ou deux points de vue. L'une porte sur l'attitude de diplomates suisses face à deux révolutions latino-américaines, l'installation de la révolution à Cuba (1957-1960) et au Nicaragua (1978-1980), pays où ils se trouvaient en poste, à partir des rapports qu'ils transmettaient au Département Politique Fédérale à Berne (le DPF). L'autre porte sur les commentaires de deux campagnes présidentielles : celle remportée par Lula au Brésil, celle remportée par Sarkozy en France, et sur l'usage et le fonctionnement des mots « droite » et « gauche » dans la presse écrite des deux pays.

Pour les diplomates suisses en poste à Cuba et au Nicaragua, « le caractère marxiste plus ou moins intrinsèque des deux révolutions soulève le problème du rapport de la Suisse avec le communisme ». Dans un premier temps, pour l'ambassadeur en poste à la Havane en 1957-1958, « l'image du dictateur Battista empire régulièrement » (répression policière, rigueur de la censure, assassinat, torture, etc.) alors que « la vision des révolutionnaires devient positive » (l'Église cubaine se solidarise avec les opposants). Mais son successeur, qui arrive en poste après Battista, bien qu'il « montre de l'estime pour Castro », « partage souvent le point de vue des ambassadeurs étatsunien et espagnol » (l'Espagne est encore franquiste). Or si la peur du communisme est toujours présente « *dans les imaginaires de la diplomatie* » suisse, l'ambassadeur défend également les intérêts de la société multinationale Nestlé (les trois succursales seront nationalisées au milieu des années 1960). La comparaison avec la révolution sandiniste au Nicaragua (1978-1980) permet alors de mieux cerner certains « imaginaires » de cette diplomatie : une tendance à insérer les deux révolutions dans une perspective de Guerre froide Etats-Unis *vs* URSS, la volonté d'arrêter l'extension du communisme dans les pays décolonisés, la manière de représenter l'autre comme une contre-image de la Suisse, pays démocratique et constitutionnel, et qui correspond à une vision « bolchevisante » de la révolution diffusée par la multinationale Nestlé Alimentana.

L'analyse du clivage droite/gauche dans les presses brésilienne et française repose ici sur une étude de « sémantique discursive en contraste » outillée (utilisation d'un logiciel de statistique textuelle) lors d'un événement comparable (les élections présidentielles) dans les deux pays. Il s'agit de comparer les champs associatifs dans les deux langues/cultures : l'opposition droite/gauche structure le discours politique français qui repose sur cette dimension conflictuelle alors que l'opposition « esquerda »/« direita » n'est pas « clivante » dans le discours politique brésilien. Sans doute parce que « la gauche » et « la droite » renvoient à l'Histoire de chacun des pays et à des représentations et des imaginaires différents.

Ce colloque permet de ré-interroger la notion de représentation sociale, qui réfère à la pensée de sens commun, et son fonctionnement en politique (« forme de pensée pratique, socialement élaborée, marquée par un style et une logique propres, et partagée par les membres d'un même ensemble social ou culturel »), ainsi que celle d'imaginaire (sur laquelle reposent les discours politiques, et en particulier ceux des leaders) qui, ayant sa source dans la pensée, devient « un monde idéel [… de] l'ensemble des représentations que l'humanité a inventé pour expliquer l'ordre ou le désordre qui règne dans l'univers ». C'est de là qu'on tire des idées pour organiser la vie d'une société : « l'imaginaire » tend à ré-organiser « le réel » à

partir de réalités idéelles et de réalités mentales (images, idées, jugement, raisonnement)[12]. Rapporté aux discours politiques contemporains, le poids de ces deux notions, qui relèvent à l'origine de la psychologie sociale et de la sociologie politique, est remis en question par « le présentisme » d'une autre temporalité : celles du journalisme et de « la tyrannie » de l'actualité (voir *infra*).

Journées d'études sur la notion d'identité dans les discours de l'Amérique latine

Ces journées portaient sur la question des *identités sociopolitiques*. Elles ont donné lieu à une publication collective dans la revue *Mots* (n° 109, 2015 : « Identités et conflits dans le discours politique latino-américain ») et à un dossier numérique publié sur le site de l'ADAL (« Identités sociopolitiques dans les discours latino-américains) [13] dans lesquels les coordonnatrices s'interrogent sur le concept d'identité, qui, apparu vers le milieu du 19e siècle, s'est largement répandu dans les sciences humaines et sociales.

C'est l'identité collective qui est ici privilégiée, dans sa dimension conflictuelle et sociale, et les travaux publiés permettent de préciser les sens et les usages de cette « catégorie sociale et politique » en Amérique latine : personnelle ou collective, l'identité se construit par rapport à l'autre, aux autres (elle sous-entend l'altérité), et « c'est dans et à travers le discours » qu'elle se forme : l'activité narrative, le langage, le regard, le récit, les mots qui la disent, y compris face à l'évidence de la diversité (diversité de race, diversité de genre, diversité de croyance, diversité sexuelle, etc.).

Dans le dossier numérique, deux auteures brésiliennes analysent un spot sur l'homophobie, outil pédagogique destiné aux lycées, dont le but est « de promouvoir le respect de la diversité sexuelle dans le cadre scolaire afin d'éradiquer toute forme de violence » en désamorçant « l'intolérance » ou « la peur » : « Peur de quoi ? », dit le titre. Or, en mai 2011, la présidente du Brésil (Dilma) s'oppose à sa diffusion « en raison des fortes pressions exercées par différents secteurs de la société, et notamment par la "branche évangéliste" » du Congrès. De quoi ont peur les évangélistes face à un outil destiné à être discuté en groupe ? que l'on mette au jour un tabou dans une société qui préfère le silence à la réalité ?

Mais les imaginaires sociaux de l'identité se construisent également à travers les textes fictifs et pas seulement dans les sphères d'activité politiques ou médiatiques : la littérature, le théâtre, la peinture, etc. y participent. Ainsi, à travers l'analyse d'une bande dessinée très connue en Argentine, on montre comment le personnage principal est devenu l'archétype de « l'Argentin », un représentant prototypique de « l'identité nationale argentine ».

La question de l'identité ethnique est posée à travers l'apparition des catégories « noir.e » et « afro-colombien.ne », qui ont pour but la reconnaissance et l'accès à certains droits. Mais « à partir de quels critères est-on "noir" ou "afro" ? », se demande l'auteure : en catégorisant ne risque-t-on pas de participer à la stigmatisation des individus ? Si, en tant que chercheur.e on peut enquêter au travers de *récits de vie* et d'*entretiens* auprès des acteurs sur ce « ressenti », cela pose néanmoins la question de l'utilisation que l'État et la société en font. Finalement, si l'on admet que le langage verbal joue un rôle dans la construction identitaire d'une personne ou d'un groupe, la façon de récupérer et d'analyser ces données semble conduire à des travaux proches de la sociolinguistique et de la sociopolitique.

---

[12] Extraits repris du *Dictionnaire des Sciences humaines*, Paris, PUF, 2006 : Imaginaire et symbolique, Maurice Godelier, p. 598-600 ; *Représentation sociale*, Denise Jodelet, p. 1003-1005.

[13] Les deux publications ont été réunies et présentées par Yeny Serrano et Eglantine Samouth : voir la revue *Mots* n°109 sur http://mots.revues.org et le dossier sur le site de l'ADAL : http://www.adalassociation.org

Dans la revue *Mots* (n°109, 2015), l'introduction insiste sur deux conceptions « irréconciliables » du concept d'identité : l'une, essentialiste, postule que l'identité est inhérente à l'individu, l'autre la conçoit comme une construction, individuelle ou collective : il existerait ainsi pour certains une identité latino-américaine authentique qu'il faut retrouver, alors que pour d'autres, cette identité se construirait au fil du temps et au moyen du langage, au travers de l'activité narrative (Ricœur), elle-même dépendante du contexte dans lequel elle s'inscrit, et dans son rapport à l'autre, à l'altérité, à la reconnaissance, au droit à la différence.

Le dossier publié, « Identités et conflits dans le discours politique latino-américain », réunit plusieurs études de cas qui analysent la façon dont des « *identités collectives se construisent, se disputent et se négocient* » à travers des discours politiques et médiatiques, mais aussi des propos de locuteurs « ordinaires » :

– Identité ethnique revendiquée à travers une mise en scène de « l'indianité » (identité transfrontalière « aymara » entre le Chili, le Pérou et la Bolivie) ou tentative d'assimilation qui tend à faire disparaître « les signes du stigmate » (Bourdieu) dans le cas de la langue nahuatl au Mexique. Ainsi les communautés de Santa Catarina s'autocensurent (elles ne pratiquent plus leur langue et ne l'enseignent plus aux enfants), sauf dans des conversations informelles avec la chercheure, qui favorisent « l'expression » du non-dit.

– Identité nationale revendiquée dans les discours de deux Présidents en Argentine, et construite à travers une argumentation différente autour du conflit des Malouines. Pour réconcilier le pays, Menem veut faire oublier cette guerre, et prône la « démalouinisation » afin de construire « l'unité nationale » ; Kichner, qui désigne la hiérarchie militaire de l'époque comme un ennemi interne, prône au contraire la « remalouinisation » à travers « un devoir de mémoire ».

– Identité politique et sociale, telle que la vivent des citoyens ordinaires au Venezuela, et qu'on tente de repérer au cours d'entretiens dans l'usage qu'ils font des mots *gauche, droite, socialisme,* à l'écoute des discours de Hugo Chávez. Mais la signification attribuée aux mots *«droite »* ou « *gauche* » ne semble pas la même pour un partisan ou un opposant du Président, car ils relèvent ici d'un usage polémique, et non du clivage du monde politique (voir *supra*).

– Identité de genre et du rapport femme/homme dans un Chili dont la présidente, Michelle Bachelet, a lancé des campagnes de prévention contre les violences faites aux femmes dans les couples homme/femme, campagnes où l'on est passé de « la représentation de la femme mère, épouse et toujours victime » à « la représentation d'une femme *emporada* » (consciente de son propre pouvoir). C'est ainsi que se construit, dit l'auteure, « un nouveau modèle de famille », qui favorise une évolution de la représentation de cette identité.

Être leader en Amérique(s) et en Europe.
Leader et leadership dans les discours politiques contemporains

Tel était le thème du colloque organisé en novembre 2014 à Paris, et qui a donné lieu à trois publications[14]. La place prise par les discours des femmes et hommes politiques ainsi que par

[14] Morgan Donot, Wander Emediato (2015) : Dossier « Ethos, leader et charisme. La personnalisation du discours politique en Amérique(s) latine et en Europe, dans *Revue Française des Sciences de l'Information et de la Communication*, n°7: https://journals.openedition.org/rfsic/1462
Morgan Donot, Darío Rodríguez, Yeny Serrano dirs (2016) : *Leaders et leaderships dans les démocraties contemporaines*, Presses universitaires de Strasbourg.
Morgan Donot, Christian Le Bart, Yeny Serrano dirs (2017) : *Discours, identité et leadership présidentiel en Amérique latine*. Paris, L'Harmattan.

les commentaires du monde médiatique au début du 21e siècle conduit à une plus grande personnalisation de la vie politique, qui rend ces « acteurs sociaux » dépendant des publics et de leurs commentaires. Cela se traduit par une re-centration des travaux sur des notions anciennes, qui prennent un tour nouveau, dans le discours des politistes d'une part, des journalistes politiques de l'autre. Ainsi le « charisme », l'« éthos », le « populisme », contribuent à une approche renouvelée du discours politique.

Si l'ouvrage, publié aux Presses universitaires de Strasbourg en 2017, a une visée historique (apports de Max Weber aux catégories de leader et de leadership), il aborde également « le leadership discursif », celui que le discours construit, que l'on peut rapporter au charisme et au populisme, et aux différentes formes qu'il prend, en Amérique et en Europe.

Le deuxième recueil porte plus particulièrement sur le rôle des médias dans la construction des figures des leaders, ainsi que sur des faits liés à la mémoire et à l'oubli, par exemple dans les discours de la post-dictature au Brésil. Mais il revient également sur la notion d'identité (identités de groupe d'ordre géographique, historique, symbolique) à partir des traces linguistiques de l'exclusion (eux *vs* nous, par ex.).

Quant à l'identité de genre (féminin vs masculin), la notion resurgit au moment où Christina Kichner en Argentine, Dilma Roussef au Brésil, Michelle Bachelet au Chili sont devenues présidentes, et qu'on remarque alors au fil des textes que « leader » et « leadership » sont importés tels quels en langues romanes sans distinction masculin/féminin. L'identité de genre a-t-elle un impact sur la rhétorique des femmes politiques ? Y aurait-il un ethos « féminin » ? une tendance des oratrices à privilégier une forme de « conversationnalisation », comme le remarque une auteure chez Christina Kichner ? Y aurait-il un leadership féminin qui se différencierait d'un leadership masculin ? Difficile à étudier, tant l'actualité montre qu'on est encore loin de la parité dans le monde politique… et en particulier dans le monde des Président.e.s, en Amérique latine et davantage encore dans l'Union européenne.

On s'interroge aussi sur la représentation discursive des relations leaders/représentés, et en particulier sur « la mobilisation du peuple par l'émotion » : comment le leader mobilise le peuple à partir de convictions et d'affects ? On explique comment, au moment de la deuxième guerre mondiale, Churchill a construit son leadership en misant sur la mémoire et sur sa voix dans le média le plus populaire de l'époque : la radio. Plus récemment, au Brésil, Lula et Marina Silva se sont appuyés sur des valeurs traditionnellement associées à l'éthos (la crédibilité, la compétence, l'identification – selon Charaudeau), mais également chez Marina Silva, sur la sagesse, l'honnêteté et la solidarité. On discute également de « l'(in)transférabilité » du charisme entre un leader confirmé et son héritier, entre Lula et Dilma au Brésil, mais également sur l'incapacité de « la captation de l' éthos d'exceptionnalité de Chávez par Maduro au Venezuela », dans le dossier publié dans la revue signalée supra (note 10), qui étudie également le rôle du « récit » (roman national, récits historiques, récits citoyens, *storytelling*) dans la construction d'un leadership politique à travers une approche comparatiste des langues et des cultures.

L'ouvrage publié à Strasbourg revient également sur les définitions d'un « nouveau populisme », et sur le fonctionnement des régimes qu'il désigne dans l'Amérique latine du 20e siècle : « un État dédié à incorporer au système tous ceux qui en avaient été exclus (les *descamisados*) » ; mais aussi sur « la rhétorique de mobilisation des marginaux, des déçus, de ceux qui se sentent exclus […] dans les Amériques, en Europe et dans d'autres parties du monde » (p. 27). Or en « *s'appuyant sur les ressorts du pouvoir charismatique* », ce nouveau populisme *« tend à nier les mécanisme de la démocratie représentative* » (p. 28).

Il semble acquis ici que, au-delà des notions d'ethos (et d'ethos pré-discursif, développée par Maingueneau, puis Amossy, cité.e.s ici), il faille re-visiter « la construction discursive de la figure des leaders », à l'heure où l'on est passé de « la démocratie des partis » à « la démocratie des publics », et où de nouveaux leaders tendent à utiliser des médiations directes avec les populations (réseaux sociaux, par ex.) – tout en restant entourés de communicateurs professionnels, qui leur conseillent de travailler leur « image » dans les nouveaux médias.

Le colloque de Strasbourg, 18-20 janvier 2017 : Les médias et l'Amérique latine

Consacré aux médias en Amérique latine et aux Caraïbes, ce colloque semblait s'inscrire dans une suite logique des colloques précédents, compte-tenu désormais du rôle de l'internet et des réseaux sociaux, dont se sont emparés les publics. « Lieu d'observation privilégié pour l'étude des événements contemporains », comme le disait l'argumentaire, les médias constituent des sources parmi d'autres pour les historiens, et des ressources pour les sciences humaines et sociales dans leur ensemble. D'autre part, la centration des médias sur l'actualité les conduit paradoxalement à faire appel à l'histoire, en particulier à la mémoire des événements, dès qu'on cherche à « comprendre » les faits d'actualité[15].

Ainsi, l'actualité du Brésil expliquée à travers la presse française lors de l'année du Brésil en France (2005) repose sur « *une antériorité discursive* » qui fait ressortir le passé colonial du pays dans les discours officiels diffusés lors de cet événement, alors que le discours d'information d'une chaîne de télévision nationale brésilienne semble contaminée par un traitement de type fictionnel (*la feuilletonisation*) empruntant aux *telenovelas*. On a là deux exemples contrastés de la porosité des types discursifs, déjà entrevus à travers les procédés du *storystelling* dans un colloque précédent, et qui ne se confondent pas avec les nouvelles façons de gérer l'actualité sous forme de reprises et de transformations (Hare *et al.* 2016).

Les grands médias semblent également participer au renforcement des discriminations et des stéréotypes, en se permettant de « porter un jugement » (ou de le relayer) sur le capital culturel symbolique et académique des présidents : soit en parlant de ce qu'ils lisent et de leurs références (Cardoso *vs* Lula da Silva), soit en insistant sur leurs « *fautes grammaticales* » et leur « *rhétorique de porte d'usine* » (Lula) ou leur passé de *guerillera* (Dilma). Au delà des personnalités politiques, d'autres auteur.e.s, ayant pratiqué une analyse de contenu des programmes non fictionnels à la télévision chilienne, s'interrogent sur « les rôles » représentés à la télévision *vs* « les rôles » tenus dans la société, qu'il s'agisse de la diversité de genre (les rôles principaux étant assurés à 63% par des hommes sur le petit écran), de la diversité ethnique (on y trouve 66% de blancs et 28% de métis, ce qui ne correspond pas à la réalité de la société chilienne), de l'identité sexuelle (représentation minime des lesbiennes), mais également de la diversité des « rôles » dans les relations interpersonnelles (autorité *vs* soumission, érotique *vs* pudique, inoffensif *vs* dangereux, etc.). S'interrogeant sur le rôle joué par la peur, lorsqu'elle est instrumentalisée par la presse colombienne en ligne, à travers l'usage que l'on fait des photos, des légendes, des titres et des formats, une auteure montre comment peu à peu « les pauvres », contraints à occuper les trottoirs pour survivre, en y vendant de petits objets et/ou de la nourriture, sont peu à peu stigmatisés et considérés comme des « envahisseurs », qui occupent et salissent l'espace public : « la peur du pauvre et de la pauvreté est mobilisée par la narration des actualités ».

La mémoire dans ses liens à l'histoire récente est davantage invoquée à propos d'une série télévisée chilienne, diffusée entre 2011 et 2014, qui porte sur la dictature de Pinochet : la

[15] Églantine Samouth, Yeny Serrano & Morgan Donot : *Les médias et l'Amérique latine : dire et construire l'actualité latino-américaine*. Paris, L'Harmattan, à paraître début 2020.

fiction permet de revenir sur la dictature, et l'auteur montre ici la façon dont les émotions sont « politisées », permettant une relecture de la temporalité présente et pas seulement celle du passé récent. Or parler du passé peut se faire aussi à travers les mots pour le « dire », par exemple autour des débats qui surgissent pour « désigner » l'époque de la dictature en Argentine : « dictature militaire » ou « dictature civico-militaire » ? L'enjeu va évidemment au-delà d'une querelle de mots, lorsqu'on débat de l'implication ou non de civils dans la dictature : polémique largement relayée dans le quotidien *La Nacion*.

Un « événement » peut prendre une forme inattendue lorsqu'il repose sur la retranscription dans les médias en 2014 d'une conversation téléphonique entre Fidel Castro et Hugo Chavez après l'échec du coup d'État contre ce dernier en 2002 au Venezuela. L'auteure, qui s'interroge sur la valeur argumentative de cette publication douze ans après, dans le quotidien cubain *Granma*, semble conclure à un sorte de « mise en garde implicite » pour l'actuel président du Venezuela, Maduro.

Comment les médias participent à la légitimation ou à la délégitimation du pouvoir politique ? On peut répondre à la question à l'aide d'une analyse lexicométrique en contraste d'articles issus de deux journaux « cubains » : l'un publié à Cuba, *Granma*, l'autre publié en espagnol à Miami, *El Diario de las Américas*. L'analyse des « mots » et de leurs cotextes conclut à deux « représentations » opposées, qui s'inscrit dans l'histoire des relations tendues entre Cuba et les pays du Nord pour le deuxième, alors que Cuba est présenté comme un régime « diplomate et réfléchi », digne d'être traité comme un « égal », pour le premier.

Mais les nouveaux médias se caractérisent par la prise de parole des citoyens, comme le montre l'analyse de la communication entre les candidats et les citoyens sur *Facebook* lors d'une campagne électorale régionale en Argentine. Or, si la dimension passionnelle et affective des propos se manifeste ici des deux côtés, les auteur.e.s constatent que « le discours » sur Facebook lors de cette campagne régionale semble servir davantage à renforcer l'adhésion qu'à développer une argumentation et un débat – ce qui n'est pas nouveau.

La dernière partie de l'ouvrage donne la parole à des professionnels, qui analysent la façon dont les pouvoirs politiques essaient de contrôler les médias et les journalistes à partir de leur expérience en Amérique latine (l'une en Amérique centrale – Honduras et Nicaragua –, l'autre à partir des lois sur les médias promulguées par des gouvernements dits progressistes – Argentine, Uruguay, Equateur), et du fonctionnement particulier que génère l'appartenance des entreprises médiatiques à de grands groupes économiques nationaux. Mais, si par réaction contre cette « tradition », on assiste au développement de médias communautaires, auxquels des gouvernements « de gauche » octroient certaines fréquences, ainsi qu'à l'édition de normes censées empêcher la constitution d'oligopoles, cela conduit les grands groupes économiques à devenir des opposants à ces gouvernements…

Les modèles économiques des médias alternatifs au Brésil donnent également une visibilité et une voix à ceux qui en étaient privés jusque-là ; mais, partant d'une enquête de terrain, qui repose sur des entretiens non-directifs, une étude montre que leur pérennité n'est pas assurée, à moins de revenir à des modèles proches des médias traditionnels, qui fonctionnent comme des entreprises… La contribution, qui sert de conclusion à ce volume, après un rapide historique sur le développement des modèles de journalisme en Amérique latine, inspirés des Lumières et du positivisme européen, propose que l'on revienne sur ce passé pour écrire enfin une « vraie » histoire des médias du monde latino-américain.

Le colloque de Strasbourg, sans donner explicitement la parole aux « publics », posait en creux la question de leur présence à la fois comme destinataires et acteurs des médias. Les notes que j'avais griffonnées tout au long du colloque m'ont conduite à me poser, à voix basse, une question, que je me suis reposée lors du colloque de Lille, et qui est à l'origine de ce texte : quelle place font les médias et les politiques aux publics, à ceux qui ne votent pas ou plus dans les démocraties actuelles, à ceux qui n'ont pas l'internet, à ceux qui ne sont pas alphabétisés, aux « oubliés » des démocraties représentatives néo-libérales ?

2. L'OCCUPATION DES ESPACES POLITICO-MEDIATIQUES PAR LES PUBLICS

Une recentration des travaux sur les publics et non plus sur les seuls leaders politiques, ainsi que sur les médias alternatifs (et/ou nouveaux médias), paraît inévitable à l'heure où, depuis 2010, « les mouvements de gauche qui se trouvaient au pouvoir ont accumulé des revers en série » et où on assiste à « l'arrivée sur la scène politique latino-américaine de figures politiques d'orientation néo-libérale, réclamant "un vent de modernité" », et « favorisant des politiques donnant la priorité au secteur privé sur le secteur public et les mesures sociales, et des politique d'austérité sur le plan économique »… C'est cette recentration que souhaitait l'appel à communications du Colloque 2019, à Lille, pour le dixième anniversaire de l'association. D'où l'intérêt de s'interroger, au-delà des nouveaux médias et des travaux sur l'actualité, sur les mouvements initiés par les publics, qui n'hésitent plus à faire entendre leurs voix, à exprimer leur colère et leurs revendications.

Ainsi sont apparues, au hasard du colloque, des « figures » anonymes, parfois « oubliées », mais qui n'ont pas cessé de hanter les mémoires :

– les nombreuses victimes des conflits armés en Colombie,

– « les *desaparecidos* » de la dictature argentine, au fur et à mesure que semble s'imposer « un devoir de mémoire »,

– les étudiants récemment « disparus » du Mexique, victimes probables de trafiquants, dont on n'a pas retrouvé les corps,

– les morts récents des glissements de terrain au Brésil, victimes des ruptures de barrages dus à la négligence des dirigeants des mines du Minas Gerais, et qu'on a déjà en partie oubliés : « cynisme et cupidité à ciel ouvert », titrait le journal *Le Monde*, qui faisait état de « 157 morts » officiels et de « 182 disparus » à la date du 12 février 2019…

Il n'y a pas seulement en effet les victimes des conflits et des dictatures : il y a les victimes des cartels de la drogue, des grands groupes industriels, des entreprises de déforestation… Quelle visibilité ont-elles sur la scène politique, dans les médias traditionnels et dans les nouveaux médias ? et quelles visibilités donne-t-on sur les scènes politiques et médiatiques aux victimes, désormais re-connues, de l'économie néo-libérale ?

Les « invisibles » des démocraties libérales

On a parlé des « sans terre » au Brésil, mais les « sans » sont également présents dans les démocraties européennes : les sans-toit ou les sans-abri, les sans domicile fixe (ou SDF), les sans-emploi, les sans-papiers ont été présents dans les médias français, un temps « court » au milieu des années 1990, comme le rappelle Guillaume Garcia (2012) dans sa thèse de science politique sur *La Cause des Sans*… Car l'apparition des « sans » au journal télévisé du soir n'a pas duré : « Les médias et singulièrement la télévision, habituellement sourde aux mobilisations d'exclus, s'en sont subitement emparé, pour s'en détourner ensuite presque complètement ». L'un des conflits (les sans papiers) avait comme médiateur Stéphane Hessel, qui, vingt ans plus tard, écrivit *Indignez-vous !,* petit livre traduit au Brésil en 2011, et dans

beaucoup de langues dans le monde, qui déplorait une situation qui s'aggravait, et dont le journal télévisé du 20 heures ne parle plus.

Trente ans plus tard, si le problème s'est encore aggravé, beaucoup ont oublié ces mouvements sociaux et il ne reste que des « noms d'événements » : le mouvement des sans-logis de l'hiver 1994-1995, le mouvement des sans-papiers de l'église Saint-Bernard l'été 1996, le mouvement des chômeurs de l'hiver 1997-1998. Il est vrai que les populations qui se sentent « exclues » des démocraties actuelles intéressent peu les politiques et les candidats aux élections : elles ne votent généralement pas ou plus.

De fait, « les pauvres » font peur, comme l'a montré Neyla Graciela Pardo lors du colloque de Strasbourg (voir *supra*), de même que les migrants « pauvres » qui arrivent dans l'Europe des 28 (Moirand 2016), et comme le confirment les entretiens réalisés pour une recherche en sociologie sur « ce que les riches pensent des pauvres » dans trois grandes métropoles actuelles : New-Dehli, Paris, São Paulo (Paugam S. et al. 2017). Le fait même de « voir » des « sans abri » assis ou couchés dans les rues incite à détourner le regard, ne serait-ce que parce qu'on se sent impuissants.

On constate cependant, outre l'enquête citée *supra*, que des colloques et des publications récentes de sciences humaines se penchent à nouveau sur ces questions : le colloque de Belo Horizonte sur « les (in)égalités sociales » en 2016 à l'UFMG, le colloque de sur les « sans voix », organisé par l'équipe de recherches le Ceditec, qui a eu lieu à l'Université Paris 12 en juin 2018, par exemple. Des ouvrages, des films, des reportages portent sur les exclus, les invisibles, les oubliés, les vulnérables… On voit des mots se diffuser peu à peu dans les médias et sur les réseaux sociaux pour dire « la pauvreté », « l'exclusion », « le déclassement », et on assiste à une popularisation de certaines notions sans savoir d'où elles viennent : la désobéissance civile, la lutte pour la reconnaissance, le mépris, par ex.).

Des mouvements qui « dérangent » les démocraties représentatives

Il s'agit là non plus d'exclus mais de citoyens qui s'organisent pour contester les paroles et décisions politiques, en particulier celles des démocraties représentatives et néo-libérales.

En France, dans les années 1990, il y a eu des mouvements paysans, soutenus par des militants écologistes, qui se réclamaient de « la désobéissance civile » (notion empruntée à Henry David Thoreau, qui l'avait théorisée en 1849 aux États-Unis) pour justifier les destructions de plantes transgéniques auxquelles ils procédaient la nuit. Ces « faucheurs volontaires » ont eu une audience médiatique importante, qui a participé au développement de l'écologie politique. Cette notion a réapparu récemment lors « des marches pour le climat », et c'est en son nom que des associations forment les participants à réagir « aux violences policières » en proposant des modes d'actions alternatifs non-violents : faire des *sit-in*, des *die-in*, des chaînes humaines, faire « la tortue », « le petit train » ou « le poids mort » pour résister à la police… Mais cette forme de résistance face à l'urgence environnementale, débattue à Paris place de la République le dimanche 27 janvier 2019, n'est pas celle des exclus, ni des invisibles : comme le dit le journal *Le Monde* relatant cette journée (27/28 - 01-2019, p. 6), il s'agit de jeunes européens, bien intégrés dans la société européenne, parfois altermondialistes, et qui ne sont ni « invisibles », « ni déclassés ».

De jeunes chercheurs s'interrogent aujourd'hui sur la mise « en visibilité » de situations particulières rencontrées dans leur pays d'origine, et du rôle que peuvent ou pourraient jouer les nouveaux médias :

– Dans sa thèse (Université Sorbonne Nouvelle, Sciences de l'information et de la communication), Mohammad Abdel Hamid a montré comment *le street art*, qui, à l'origine, en Égypte, ne s'adressait qu'à une petite communauté d'initiés, est devenue une forme de protestation lorsque *les street artists* se sont employés à rendre visible leurs productions en les diffusant sur les réseaux sociaux, productions où le dessin permettait de dire ce qu'on pense et de « contrer les politiques publiques ». La visibilisation contribue à la popularisation des luttes.
– À Mayotte, territoire français extra-marin, des collectifs d'habitants de l'île (« les Indignés de Mayotte », reprenant l'injonction de Stéphane Hessel citée *supra*) tentent de repérer les enfants mineurs migrants isolés, dont les parents ont péri en mer ou ont été reconduits chez eux, et qui se cachent pour échapper à la police, parce ce qu'ils veulent rester à Mayotte : au lieu de les rendre responsables de l'insécurité, et de les stigmatiser, ils les « protègent » et les « prennent en charge », contribuant à la « la mise en visibilité » d'un problème que certains préfèrent ignorer.

On voit ainsi que ces actions collectives des publics sont à la fois proches de la notion de « désobéissance civile » et de celle de « lutte pour la reconnaissance », et qu'elles passent par « la visibilisation », notions qui font partie d'un travail de réflexion sur les conditions du débat démocratique, dans laquelle le mouvement des « gilets jaunes » de l'automne 2019 en France pourrait s'inscrire. Ce ne sont pas des notions d'analyse du discours mais elles participent à une réflexion de philosophie politique nécessaire à la compréhension du débat lorsqu'il est initié par les publics et non par les hommes politiques ou les partis.

Des concepts et des notions « pour penser avec »

Je terminerai donc par un rapide exposé de concepts et notions empruntés à des chercheurs de sciences humaines, et à ce qu'elles impliquent pour l'analyse du discours politique dans les démocraties actuelles, notions glanées au hasard de rencontres avec des collègues et doctorants d'autres disciplines et des lectures qu'elles ont suscitées.

Lors de travaux sur l'événement, j'ai rencontré Louis Quéré, sociologue à l'EHSS, qui s'inscrit dans le courant pragmatiste de John Dewey, considéré comme « un philosophe de la démocratie », notamment dans son ouvrage *Le public et ses problèmes*, publié en 1915 aux Etats-Unis, et paru récemment en français avec une introduction d'une cinquantaine de pages de la traductrice, Joëlle Zask, sur « La politique de l'expérimentation ». Dewey « visait à restaurer la démocratie à sa source : la compétence de chaque citoyen », et l'expérience que j'avais d'avoir travaillé sur « des événements scientifiques à caractère politique », puis sur « les inégalités sociales », et actuellement sur un projet sur les façons de « dire la pauvreté », me semblait avoir besoin de cet éclairage particulier.

Travaillant récemment sur la place des migrants en Europe (Moirand 2016, 2019b à paraître), j'ai relu l'ouvrage d'Axel Honneth, *La lutte pour la reconnaissance* (traduction française). L'auteur, qui est ancré en Europe (à Francfort en Allemagne), interprète les conflits humains comme une lutte pour la reconnaissance, distinguant alors des formes de « mépris » correspondant à différents stades de développement du rapport de reconnaissance. Cela m'a conduit aux travaux d'un autre philosophe, qui travaille à Lausanne, en Suisse, Olivier Voirol (responsable de l'édition en français des textes d'A. Honneth sur *La société du mépris*, 2007), qui a dirigé le n° 129-130 de la revue *Réseaux* sur « la visibilité », qu'il présente comme « une pratique sociale réglée par des normes et susceptibles de se muer en

exigence politique autour de laquelle des acteurs individuels et collectifs entrent en confrontation ».

Ces exemples de travaux récents remettent en question une vision quelque peu tronquée de d'une analyse du discours « dite à la française », née dans les années 1960, et qui s'est diffusée à l'étranger (voir Rachele Raus 2019), notamment au Brésil et en Argentine, omettant parfois de citer le développement d'une sociolinguistique de terrain qui est apparue dès les années 1980 en France, autour de chercheur.e.s, qui se disaient « marxistes », héritiers pour certains de la lexicologie sociopolitique de Jean Dubois, et qui ont fait ou impulsé des travaux sur des corpus autres que les discours institutionnels et les discours des partis ou des congrès politiques.

C'est ainsi que dans les actes du colloque de Rouen 1978 (Marcellesi et Gardin éd.,, 1981), on trouve dans la section « analyse du discours », à côté d'un article sur la notion de formation discursive (Courtine et Lecomte), deux analyses portant sur *Les Cahiers de la misère et de l'espoir*, « ensemble de texte recueillis par des militants du Parti communiste français au cours de l'hiver 1976-1977 » : F. François analyse « je », « nous » et « les autres » dans les Cahiers recueillis à Paris ; L. Guespin analyse « les actes de langage » dans les Cahiers recueillis en Normandie et discute de cette notion, lieu d'une controverse entre Benveniste et Austin, mais aussi de la méthode de recueil des *Cahiers* (par exemple, la façon de poser les questions)... Par ailleurs, dans les ouvrages qui réunissent les travaux de B. Gardin (2005 : *Langages et luttes sociales* et *Paroles d'ouvriers et d'ouvrières*), on s'aperçoit de l'importance donnée aux travaux sur le terrain, ainsi que de l'attention portée aux paroles des travailleurs, voire aux interactions entre ouvrières et contremaîtres (Moirand 2011), et plus largement aux relations entre « langage et travail ».

Aujourd'hui, en France, on voit un certain nombre de jeunes chercheurs tentés de donner une dimension politique à leur travaux, qu'ils inscrivent soit en sociolinguistique soit en analyse du discours, dont ils soulignent le geste critique ou politique, et qu'ils considèrent comme une pratique sociale, voire interventionniste, revendiquant à la fois un engagement militant et une reconnaissance scientifique[16]. Si les colloques de l'ADAL s'inscrivent davantage dans 'la politique' et 'le politique' (les substantifs n'ayant pas la même valeur sémantique que l'adjectif 'politique'), ils donnent également la parole à des chercheurs confirmés ainsi qu'à de jeunes chercheurs de formations scientifiques et d'origines différentes sur les discours des pays latino-américains, pays dans lesquels l'analyse du discours a toujours eu un rôle critique[17] dans le débat autour du politique et de la politique.

[16] Voir par exemple : le colloque international et interdisciplinaire (Université de Poitiers, 13-15 novembre 2019) sur *L'analyse du discours entre description, geste critique et intervention,* et les journées d'étude organisées par un groupe de jeunes chercheurs parisiens (Maison de la Recherche de la Sorbonne nouvelle, 26-27 septembre 2019) sur *Les sciences sociales du langage face aux enjeux politiques et économiques contemporains,* ainsi que Canut Cécile *et al.,*1919.

[17] Cela paraît rejoindre les travaux qui s'interrogent sur l'avenir des démocraties face aux nouvelles expressions du populisme (Sullet-Nylander F. *et al.* eds, 2019).

Références bibliographiques

Badiou Alain, Bourdieu Pierre, Butler Judith., Didi-Huberman Georges, Khiari Sadri & Rancière Jacques, 2013, *Qu'est-ce qu'un peuple ?*, Paris, La Fabrique éditions.

Canut Cécile, Danos Félix, Manon Him-Aquilli & Panis Caroline, 2018, *Le langage, une pratique sociale. Éléments d'une sociolinguistique politique.* Presses universitaires de Franche-Comté.

Dewey John, 2015 (traduction), *Le public et ses problèmes*, Paris, Gallimard, folio essais.

Garcia Guillaume, 2012, *La Cause des « sans ». Sans-papiers, sans-logis, sans-emploi à l'épreuve des médias,* Presses universitaires de Rennes et INA éditions.

Gardin Bernard, 2005, *Langage et luttes sociales* et *Paroles d'ouvriers et d'ouvrières,* Limoges, Lambert-Lucas, 2 tomes.

Gardin Bernard, Marcellesi Jean-Baptiste et GRECO Rouen, éds, 1980, *Sociolinguistique. Approches théories pratiques,* Presses universitaires de France et Publications de l'université de Rouen.

Guespin Louis, 1984, « L'analyse du discours politique en France. Acquis et tendances », dans Kerbrat-Orecchioni Catherine & Mouillaud Michel éds, *Le discours politique*, Presses Universitaires de Lyon, 131-164

Grishpun Yana, éd., 2014, Éthos discursif, *Langage & Société*, n° 149.

Hailon Fred, Richard Arnaud & Sandre Marion éds, 2011, Le discours politique identitaire, *Le discours et la langue,* tome 3.1. En ligne

Hessel Stéphane, 2010, *Indignez-vous !*, Montpellier, Indigènes éditions. Traduction : *Indignai-vos !*, Sao Paulo, Texto editores Ltda, Leya, 2011.

Honneth Axel, 2008, *La société du mépris. Vers une nouvelle Théorie critique,* Paris, La Découverte.

Honneth Axel, 2010, *La lutte pour la reconnaissance.* Paris, Gallimard, folios essais.

Manin Bernard, 1985, *Principes du gouvernement représentatif,* Paris, Calmann-Lévy.

Marcellesi Jean-Baptiste, 1984, « L'analyse du discours à entrée lexicale (ADEL) : principes théoriques et méthodologiques », dans Kerbrat Orecchioni Catherine & Mouillaud Michel éds : *Le discours politique*, Presses universitaires de Lyon, 117-130

Moirand Sophie, 2011, « Le dialogisme : de la réception d'un concept à son appropriation en analyse du discours », *Cahiers de praxématique* 57, 69-111. En ligne

Moirand Sophie, 2016, « De l'inégalité objectivisée à l'inégalité ressentie et aux peurs qu'elle suscite : les réfugiés pris au piège de l'identité », *Revista Estudios LInguisticos*, vol. 26, n°3, p. 1015-1046, UFMG, Brésil. En ligne

Moirand Sophie, 2018a, *Los discursos de la prensa diaria. Observar, analizar, compr*ender. Buenos Aires, Prometeo Libro (Traduction de Les discours de la presse quotidienne, Presses universitaires de France, 2007, Posfacio de 2016)

Moirand Sophie, 2018b, « A midiatização dos acontecimentos : uma análise do discurso entre língua, memória e comunicação », *In* Pedro Navaro & Roberto Leiser Baronas Orgs, *Sujeito, texto e imagem em discurso*, Campinas SP, Brésil, Pontes Editores, p. 39-85.

Moirand Sophie, 2019, « Une sémantique du discours « au travail » de l'actualité : éléments pour l'analyse du discours des médias », *In Heterotopica*, vol.1, n.1, janvier-juin 2019 : Epistemologias das Analises de Discurso. En ligne

Moirand Sophie, 2020, « Dire l'actualité aujourd'hui : éléments pour un parcours transdisciplinaire dans les discours de médias », introduction, dans Yeny Serrano, Eglantine Samouth & Morgan Donot, *Les médias et l'Amérique latine : dire et construire l'actualité latino américaine*, L'Harmattan, 2020.

Mouffe Chantal, 2018, *Pour un populisme de gauche*, Paris, Albin Michel.

Née Émilie, 2012, *L'*Insécurité *en campagne électorale*, Paris, Champion.

Paugam Serge, Cousin Bruno, Giorgetti Camila & Naudet Jules, 2017, *Ce que les riches pensent des pauvres*, Paris, Seuil.

Proença Lara Glaucia & Pacheco Limberti Rita orgs, 2015, *Discurso e(des)igualdade social.* Sao Paulo, Editora Contexto.

Raus Rachele, coor., 2019, *Partage des savoirs et influence culturelle : l'analyse du discours « à la française » hors de France,* Gerflint, Essais francophones, vol. 6. En ligne

Richard Arnaud, Hailon Fred & Guellil Nahida éds, 2015, *Le discours identitaire dans les médias*. Paris, L'Harmattan (préface de Sophie Moirand)

Simonin Anne (2012) : *Le droit de désobéissance, Les éditions de Minuit en guerre d'Algérie.* Paris, Les Éditions de Minuit.

Stigmatiser : normes sociales et pratiques médiatiques, Journées d'études, 17 et 18 mai 2017, Université Paris 2 Panthéon-Assas, actes à paraître.

Sullet-Nylander Françoise *et al.* éds (2019) : *Political Discourses at the Extremes. Expressions of Populism in Romance-Speaking Countries.* Stockholm University Press.
DOI : https://doi.org/10.16993/bax
Veniard Marie, 2018, « La presse devant les attentats terrorristes : usages journalistiques du mot *guerre* (Paris 2015) », *Mots. Les langages du politique*, n°116. En ligne sur cairn.info
Voirol Olivier, 2005, « Visibilité et invisibilité : une introduction », *Réseaux*, n°129-130, 9-36
Voirol Olivier, 2005, « Les luttes pour la visibilité. Esquisse d'une problématique », *Réseaux*, n°129-130, 89-120. En ligne
Zask Joëlle, 2010, « La politique comme expérimentation », introduction à la traduction française de John Dewey, *Le public et ses problèmes,* Paris, Gallimard, folio essais, p. 11-65.

Articles de presse

« L'Est de l'Europe, laboratoire du populisme en économie », Dossier, supplément du journal *Le monde* Éco et entreprises, daté du mardi 15 janvier 2019, p. 1, 6 et 7.
« Du rond-point à la place publique » Joëlle Zask dans le journal *Le monde*, 20-21 janvier 2019, p. 25
« La désobéissance civile gagne du terrain en France », Audrey Garric dans le journal *Le monde*, 27-28 janvier 2019, p. 6
« Mines au Brésil : cynisme et cupidité à ciel ouvert », Claire Gatinois, *Le Monde*, 12 février 2019.